



SERVICE INDUSTRIEL
DE L'AÉRONAUTIQUE
AIA DE CUERS-PIERREFEU

Cahier des clauses techniques particulières

Référence :
CCTP n° 24/010/AIACP/DPI

Version : 0

CCTP pour le ou les sites de ⁽¹⁾

: **AB** ☐ **BR** ☐ **BX** ☐ **CF** ☐ **CP** ☒ **DS**

(1) cocher les cases correspondantes

Objet

Désamiantage, Déconstruction Intérieure des bâtiments AC 368 / AC 372

Références documentaires éventuelles :

L.4532.2 du Code du Travail - L.111.23 du Code de la Construction

Résumé

Désamiantage, Déconstruction Intérieure des bâtiments listés ci-après, situés sur le site de l'AIA CP.

- LOT 1 – Désamiantage des bâtiments AC 368 / AC 372
- LOT 2 – Déconstruction Intérieure du bâtiment AC 368 et AC 372

Entité émettrice : DPI

Mots-clés : *Amiante, Plomb, Démolition, Déconstruction, Désamiantage, Travaux.*

Visé par

Vérifié par

Approuvé par

Responsable d'Opérations
d'infrastructure

D.SABLE

le 10.12.2024

Responsable Assurance Qualité Fournisseurs

M.FEMERY

Le 10/12/2024

Sous-Directeur Gestion Organisation

O.AUBERT

ICETA Olivier AUBERT
sous-directeur gestion organisation
AIA Cuers - Pierrefeu
15/04/25

Diffusion externe : *DMR/Prescripteur/DHA/Conseiller juridique*

Diffusion interne : *DPI*

- SYNTHÈSE DES MODIFICATIONS SUCCESSIVES -					
Version	Date	§ modifié	Nature de la modification	Justification	Rédacteur
0		/	Édition de base		

1.	OBJET / CONTEXTE	4
2.	DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE.....	4
	2.1 DOCUMENTS DE REFERENCE A APPLIQUER.....	4
	2.2 TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES	4
	2.3 TERMINOLOGIE	6
3	EXIGENCES DE RESULTATS TECHNIQUES	6
	3.1 PRESENTATION DU MATERIEL (OU BESOIN) ET DE SON UTILISATION (PROFIL DE VIE / MISSIONS)	6
	3.2 QUALIFICATION PROFESSIONNELLE	6
	3.3 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER	7
	3.4 CLAUSES GENERALES COMMUNES A TOUS LES LOTS (1 / 2)	8
	3.5 LOT 1 : DESAMIANTAGE DES BATIMENTS AC 368 / AC 372.....	8
	3.5.1 PERIODE DE PREPARATION ET INSTALLATION DE CHANTIER.....	8
	3.5.1.1. GESTION ÉNERGETIQUE DU CHANTIER.....	8
	3.5.1.2 PERIODE DE PREPARATION DU CHANTIER	8
	3.5.1.3 CLOTURE, BALISAGE ET SIGNALÉTIQUE.....	10
	3.5.1.4 BASE DE VIE	10
	3.5.1.5 ZONE DE STOCKAGE	10
	3.5.1.6 ACCES TRAVAIL EN HAUTEUR	10
	3.5.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX DE DESAMIANTAGE	10
	3.5.2.1. CONFINEMENT	11
	3.5.2.2. TENUE DES REGISTRES	11
	3.5.2.3. MODE OPERATOIRE DES TRAVAUX DE DESAMIANTAGE ET METHODOLOGIE	11
	3.5.2.4. ANALYSES ET MESURES D'EMPOUSSIEREMENT	11
	3.5.2.5. RESTITUTION DES LOCAUX APRES INTERVENTION : ACCEPTATION DU CHANTIER.....	12
	3.5.2.6. DECHETS GENERES PAR LE CHANTIER DE DESAMIANTAGE	12
	3.5.2.7. PROCEDURE D'ADMISSION DES DECHETS (DIP OU CAP)	12
	3.5.2.8. BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS AMIANTES	12
	3.5.2.9. TRANSPORT DES DECHETS	13
	3.5.2.10. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS	13
	3.5.2.11. LIMITE DES PRESTATIONS	13
	3.5.2.12. CONSTITUTION DU RAPPORT DE FIN DE CHANTIER (RFT).....	13
	3.5.2.13. DOSSIER DE RECOLLEMENT.....	13
	3.5.2.14. POINTS DIVERS.....	14
	3.6 LOT 2 : DECONSTRUCTION INTERIEURE DU BATIMENT AC 368 / 372	14
	3.6.1 PERIODE DE PREPARATION ET INSTALLATION DE CHANTIER.....	14
	3.6.1.1. GESTION ÉNERGETIQUE DU CHANTIER.....	14
	3.6.1.2 PERIODE DE PREPARATION DU CHANTIER	14
	3.6.1.3 CLOTURE, BALISAGE ET SIGNALÉTIQUE.....	15
	3.6.1.4 BASE DE VIE	15
	3.6.1.5 ZONE DE STOCKAGE	15
	3.6.1.6 ACCES TRAVAIL EN HAUTEUR	15
	3.6.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX DE DECONSTRUCTION INTERIEURE.....	15
	3.6.2.1. CONSISTANCE DES TRAVAUX DE DEMOLITION EN PRESENCE DE PEINTURE AU PLOMB	15
	3.6.2.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX DE DECONSTRUCTION	16
	3.6.3 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE).....	19
4	EXIGENCES PARTICULIERES	19
	4.1 EXIGENCES LIEES AU SITE	19
	4.2 EXIGENCES LIEES A L'EXECUTION DE LA PRESTATION PROPREMENT DITE (OBLIGATIONS CLIENTS / FOURNISSEURS)	19
	4.3 EXIGENCES CONCERNANT LES MATIERES ENTRANT DANS LA REALISATION DE LA PRESTATION	19
	4.4 EXIGENCES CONCERNANT LES CONSOMMABLES ET PIECES DETACHEES	19
	4.5 EXIGENCES CONCERNANT LA LOGISTIQUE	19
	4.6 EXIGENCES SST (PLAN DE PREVENTION, RISQUES PARTICULIERS, ACCIDENTS DU TRAVAIL, ASSURANCE FOURNISSEUR) ...	20
	4.6.1 OBLIGATIONS EN MATIERE DE PREVENTION PENDANT L'OPERATION	20

4.7 EXIGENCES CONCERNANT LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	20
4.8 EXIGENCES RELATIVES AUX PROTECTIONS DES INFRASTRUCTURES.....	21
4.9 EXIGENCES RELATIVES AUX NUISANCES	21
4.10 EXIGENCES RELATIVES A L'ARRET DE LA PRESTATION	21
4.11 SURETE DE FONCTIONNEMENT - EXIGENCES OPERATIONNELLES	21
4.12 CLAUSES DEFINISSANT LES CONTRAINTES TECHNIQUES.....	21
4.12.1 INTERFACES	21
4.12.2 EXIGENCES CONCERNANT LA CONCEPTION ET LA REALISATION	21
4.12.3 EXIGENCES CONCERNANT LA DOCUMENTATION (NORMES, DOCUMENTATION TECHNIQUE, REGLEMENTAIRE).....	21
4.12.4 EXIGENCES CONCERNANT LE MATERIEL CONTRACTUEL ASSOCIE A LA PRESTATION	22
4.12.5 PERFORMANCE DE SECURITE DE L'INFORMATION.....	22
4.12.6 EXIGENCES CONCERNANT LE CHAMP D'ACTION DE LA PRESTATION	22
4.13 EXIGENCES D'ASSURANCE DE RESULTATS	22
4.13.1 EXIGENCES DE QUALIFICATION DE LA DEFINITION DU PRODUIT OU DE QUALIFICATION DE LA PRESTATION	22
4.13.2 EXIGENCES DE QUALIFICATION DU PROCESSUS DE PRODUCTION DU PRODUIT OU DE REALISATION DE LA PRESTATION ..	22
4.13.3 OPERATIONS DE VERIFICATION DE LA CONFORMITE, D'ACCEPTATION ET DE RECEPTION DES TRAVAUX	22
4.13.4 CONDITION DE VERIFICATION EN USINE.....	22
4.14 CONDITION DE LIVRAISON (PREPARATION, STOCKAGE, TRANSPORT, MANUTENTION) ET D'EMBALLAGE	22
5 EXIGENCES DE MANAGEMENT	22
5.1 EXIGENCES RELATIVES A LA STRUCTURATION DE LA PRESTATION	22
5.1.1 MANAGEMENT / ORGANISATION DE LA PRESTATION	22
5.1.2 ORGANIGRAMME DES TACHES	22
5.1.3 LOGIQUE DE DEROULEMENT ET DE SUIVI DU PROJET	23
5.1.4 MAITRISE DES RISQUES	23
5.1.5 GESTION DE LA DOCUMENTATION	23
5.1.6 GESTION DE LA CONFIGURATION (MAITRISE DES EVOLUTIONS ET DES MODIFICATIONS)	23
5.1.7 PROTECTION DE LA PRESTATION (SECURITE DEFENSE, SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION)	23
5.1.8 EXIGENCES RELATIVES A LA MAITRISE DE CERTAINES PERFORMANCES.....	23
5.1.9 MAITRISE DES COUTS DES DELAIS.....	23
5.1.10 SUIVI QUALITE (INDICATEURS, BILANS).....	23
5.1.11 SYSTEME DE MANAGEMENT DE LA QUALITE	23
6 EXIGENCE D'ASSURANCE DE LA QUALITE	23
6.1 RESPONSABILITES, PLANIFICATION, COMMUNICATION	23
6.2 MANAGEMENT DES RESSOURCES.....	23
6.2.1 RESSOURCES HUMAINES (MAITRISE DES COMPETENCES)	23
6.2.2 MAITRISE DES AUTRES RESSOURCES (INFRASTRUCTURE, ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL).....	23
6.3 REALISATION DU PRODUIT	23
6.3.1 DETERMINATION ET REVUE DES EXIGENCES.....	23
6.3.2 MAITRISE DE LA CONCEPTION ET DU DEVELOPPEMENT (REVUES, VERIFICATIONS, VALIDATIONS)	23
6.3.3 MAITRISE DES ACHATS ET DES SOUS-CONTRACTANTS (VERIFICATION DU PRODUIT ACHETE)	24
6.3.4 MAITRISE ET VALIDATION DES PROCESSUS (PRODUCTION ET PREPARATION DU SERVICE)	24
6.3.5 IDENTIFICATION, MARQUAGE, TRAÇABILITE ET MAITRISE DE LA PROPRIETE DU CLIENT	24
6.3.6 MAITRISE DES DISPOSITIFS DE SURVEILLANCE ET DE MESURE	24
6.4 MESURES, ANALYSE ET AMELIORATION.....	24
6.4.1 SURVEILLANCE ET MESURES (AUDIT INTERNE, PROCESSUS, PRODUIT).....	24
6.4.2 MAITRISE DU PRODUIT OU DE LA PRESTATION NON CONFORME.....	24
6.4.3 ANALYSE ET AMELIORATION (ACTIONS CORRECTIVES ET PREVENTIVES)	24
7 EXIGENCES DE MOYENS (INDUSTRIELS, D'ESSAIS ET CONTRAINTES D'UTILISATION).....	24

1. OBJET / CONTEXTE

Le présent CCTP a pour objet la définition des spécifications techniques s'appliquant aux travaux de désamiantage, déconstruction intérieure des bâtiments ci-après listés :

- LOT 1 – Désamiantage des bâtiments AC 368 / AC 372
- LOT 2 - Déconstruction Intérieure du bâtiment AC 368 / AC 372

Ces infrastructures sont situées dans l'emprise militaire relevant du périmètre géographique de l'établissement de l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu (AIACP).

2. DOCUMENTS ET TERMINOLOGIE

2.1 Documents de référence à appliquer

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier : les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions et/ou le(s) document(s) qui régissent techniquement les travaux en objet du présent CCTP, ainsi que les règlements particuliers édictés par les services de la Préfecture.

Tous les documents en vigueur à la remise de l'offre sont réputés connus de l'entrepreneur.

Si en cours de réalisation des travaux, de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires entrent en vigueur, le titulaire est tenu d'en référer au RTAIA par écrit. Si ces dispositions sont d'application immédiate ou de caractère d'ordre public, un avenant entre les parties devra être conclu afin d'aménager les éventuelles modifications contractuelles.

Les documents cités au CCTP n'ont aucun caractère limitatif ni exhaustif, et ne constituent qu'un rappel des principaux documents de référence ; en cas de spécifications de normes ou autres référentiels qui ne seraient plus en vigueur. L'entreprise doit se référer aux normes ou autres référentiels de substitution.

2.2 Textes législatifs et réglementaires

Loi(s) :

- Code du Travail – Partie IV – la santé et la sécurité au travail,
- Code de l'Environnement - livre V- titre 1/parties législatives et réglementaires et textes associés applicables (décrets, arrêtés, circulaires),
- Code du Travail, articles L.4532-1 et suivants relatifs à la coordination,
- Code de la Commande Publique (CCP), en particulier sur les dispositions applicables à la maîtrise d'ouvrage publique et ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, issues de la loi 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique (2ème partie – livre IV),
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH),
- Code Civil, articles 1792 et suivants relatifs à la garantie décennale des constructeurs,
- Code des Assurances, article L. 241-1, relatif à l'obligation d'assurance,
- Lois, décrets et arrêtés en vigueur concernant la gestion des déchets et la protection de l'environnement (liste non exhaustive).

Décret(s) :

- Décret 2012-422 du 29 mars 2012 modifié relatif à la santé et à la sécurité au travail au Ministère de la Défense,
- Décret 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations et ses arrêtés d'application,
- Décret 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante,
- Décret 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis,
- Décret 2012-47 du 16 janvier 2012 complétant la liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire de données individuelles à l'autorité sanitaire,
- Décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
- Décret 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
- Décret 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
- Décret n° 2022-1748 du 30 décembre 2022 relatif à la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulation d'amiante intitulée « DEMAT@MIANTE ».

Arrêté(s) :

- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense et son guide d'accompagnement,
- Arrêté du 09 août 2012 définissant les modalités particulières d'organisation de la prévention des risques professionnels au sein du ministère de la défense,
- Arrêté du 28 avril 2011 fixant les modalités d'exercice des polices administratives des installations, ouvrages, travaux ou activités et des ICPE au sein des organismes relevant du ministère de la défense,
- Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrément en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrément dans l'air des immeubles bâtis,
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante,
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante,
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrément, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages,
- Arrêté du 12 décembre 2012 :
 - o Relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage,
 - o Relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Circulaire(s) :

- Circulaire du 15 Mai 2013 : Gestion des risques sanitaires liés à l'amiante dans le cas de travaux sur les enrobés amiantés.
- Circulaire 96-60 du 19/07/96 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment,
- Circulaire DPPR/SDPD 97-0320 du 12/03/97 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et élimination des déchets.

Autre(s) non classé(s) :

- CAC / PRS, Cahier des clauses Administratives Communes, applicables aux prestations réalisées sur le site de l'AIA CP (document annexé au contrat),
- Les normes françaises (NFP 99.600 Guide procédure de consultation),
- Instruction N°1016/SID relative à l'organisation de la MOA pour les opérations d'infrastructure de la Défense,
- IGI 1300 du 13/11/2020 relative à la protection du secret de la défense nationale,
- IM 900/ARM/CAB/NP du 15/03/2021 relative à la protection du secret des informations diffusion restreinte et sensible au MINARM,
- Règlement sanitaire départemental,
- ISO 45001 : 2018 : système de management de la santé et sécurité au travail,
- ISO 14001 : 2015 : système de management environnemental.

Référentiel(s) technique(s) lié(s) à la prestation :

- Les normes AFNOR homologuées,
- Les DTU,
- Les textes généraux et particuliers d'Avis Techniques (Atec),
- Les Cahiers des Prescriptions Techniques (CPT) du CSTB,
- Les règles professionnelles,
- Les recommandations professionnelles.

Et plus particulièrement les Guides & Notes documentaires et Techniques de l'INRS :

ED 835 : Les maladies professionnelles,

- ED 1475 : Amiante : Les produits, les fournisseurs,
- ED 6005 : Situations de travail exposant à l'amiante,
- ED 6027 : Risque chimique : Fiche ou notice de poste,
- ED 6028 : Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets,
- ED 6091 : Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante,
- ED 6106 : Les appareils de protection respiratoire,
- ED 6142 : Travaux en terrain amiantifère : Opérations de génie civil de bâtiment et de travaux publics,
- ED 6171 : Commander des mesures d'amiante dans l'air à des organismes accrédités,

- ED 6172 : Décrypter un rapport d'essai de mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante,
- ED 6244 : Cahier des charges "amiante" pour les unités mobiles de décontamination (UMD),
- ED 6247: Protection contre les fibres d'amiante, Performances des vêtements de type 5 à usage unique,
- ED 6262 : Intervention d'entretien et maintenance susceptible d'émettre des fibres d'amiante,
- ED 6273 : Protection respiratoire. Réaliser des essais d'ajustement,
- ED 6307 : Amiante. Aéraulique des chantiers d'amiante sous confinement,
- ND 2137 : Le bilan aéraulique des chantiers d'amiante,
- NT 1 : Amiante : Recommandations pour vérifier le respect de la VLEP,
- NS 341 : Synthèse de la campagne INRS pour la détermination des facteurs de protection assignés des appareils de protection respiratoire utilisés en chantier de désamiantage.

2.3 Terminologie

AIACP: Atelier Industriel de l'Aéronautique de Cuers-Pierrefeu

CAC/PRS: Cahier des Clauses Administratives Communes applicables aux Prestations Réalisées sur le Site de l'AIA CP

CCTP: Cahier des Clauses Techniques Particulières.

CPE: Chargé de Protection de l'Environnement

CSPS: Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

CT: Contrôleur (Contrôle) Technique

DMR: Département Maîtrise des Risques

DMS: Département Moyens de Soutien

DPI: Département Projets Infrastructure

DTA: Diagnostic Technique Amiante

EPI: Équipement de Protection Individuel

EPC: Équipement de Protection Collective

FDS: Fiche de Données de Sécurité.

GPA: Garantie de Parfait Achèvement

HSCT: Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail

ICP: Instruction de Conduite de Processus

PGC: Plan Général de Coordination

RAAD: Repérage Amiante Avant Démolition

RAAT: Repérage Amiante Avant Travaux

RSC: Responsable Suivi Contrat

RTAIA: Responsable Technique de l'AIA CP nommément désigné dans le plan de management et le plan de prévention

RTEC: Responsable Technique de l'Entreprise Contractante sur le site nommément désigné

SST: Santé et Sécurité au Travail

3 Exigences de résultats techniques

3.1 Présentation du matériel (ou besoin) et de son utilisation (profil de vie / missions)

L'AIA CP souhaite lancer des travaux de désamiantage, déplombage, déconstruction intérieure de deux bâtiments de son patrimoine.

Le présent CCTP a donc pour objet de préciser les besoins et attendus du Maître d'Ouvrage en matière de :

- Désamiantage / Déplombage (gestion des déchets, traitement etc.),
- Déconstruction Intérieure,
- Réception & garanties.

3.2 Qualification professionnelle

3.2.1 Le titulaire du LOT 1 – Désamiantage / Déplombage des bâtiments AC 368 et AC 372 de ce présent CCTP sera réputé avoir été choisi comme spécialiste et devra justifier de ses qualifications et/ou certifications professionnelles. Il est rappelé suite à la présence amiante que les travaux s'effectueront en SS3.

Pour pouvoir exécuter les différents travaux décrits au présent CCTP, l'entreprise titulaire devra pouvoir justifier, à tout moment, être détentrice d'un certificat relatif aux travaux en sous-section 3 (SS3) – arts. R.4412-129 à R.4412-132 du CT délivré par un organisme accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) : AFNOR amiante / QUALIBAT 1552 / GLOBAL amiante avec processus valides pour les opérations envisagées.

Les entreprises réalisant les travaux de retrait ou d'encapsulage amiante devront détenir un certificat de qualification attestant de leur capacité technique à réaliser des travaux de retrait ou de confinement d'amiante et de leur respect des réglementations en matière d'environnement et de sécurité (Norme NF X46-010). Il est ici exclusivement question des entreprises exerçant des activités de retrait ou d'encapsulage d'amiante.

Chaque activité couverte par le certificat doit expressément apparaître sur celui-ci :

- Ouvrages extérieurs de bâtiment
- Ouvrages intérieurs de bâtiment
- Installations fixes de traitement de l'amiante
- Génie Civil extérieur et terrains amiantifères
- Installations industrielles
- Matériels et équipements de transports

Pour pouvoir exécuter les différents travaux décrits au présent CCTP, l'entreprise titulaire devra pouvoir justifier, à tout moment, être détentrice d'un certificat relatif aux travaux : 114 MONTAGE ECHAFAUDAGE : 11411 – Echafaudages fixes (technicité courante).

3.2.2 Le(s) titulaire(s) du (des) LOT(S) 1 / 2 de ce présent CCTP sera (seront) réputé(s) avoir été choisi(s) comme spécialiste et devra justifier de ses qualifications et/ou certifications professionnelles.

Pour pouvoir exécuter les différents travaux décrits au présent CCTP, l'entreprise titulaire devra pouvoir justifier, à tout moment, être détentrice d'un certificat relatif aux travaux de démolition : QUALIBAT 1112 (Technicité Confirmée) ou équivalent.

3.3 Sécurité et protection de la santé sur le chantier

Les travaux seront exécutés en autant d'interventions que l'exigera le bon déroulement du chantier.

Les dates des périodes d'intervention sur le chantier seront mises au point par le RTAIA, en relation avec le titulaire et l'entité utilisatrice durant la période de préparation.

Toutes sujétions découlant de la mise au point du planning définitif ou de la présence simultanée de plusieurs entreprises (sous-traitance) sur le chantier sont réputées prévisibles par l'entrepreneur et incluses dans ses prix.

Le titulaire veillera scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, etc... Les dispositions réglementaires de protection, d'hygiène et de sécurité seront conformes aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Le titulaire devra :

- Se conformer aux prescriptions du CSPS désigné par le RTAIA,
- Assister aux réunions prévues par le CSPS et tenir compte de ses observations pendant le déroulement du chantier,
- Fournir au CSPS l'ensemble des documents demandés (PPSPS, certificat, assurance, etc.),
- Se reporter au PGCSPS en particulier en matière de sécurité : individuelle et collective,
- Veiller à ce que le chantier reste clos durant toute la durée des travaux,
- Respecter le Plan d'Installation de Chantier défini en amont : zone de stockage, zone travaux, zone stationnement, zone d'accueil personnel (vestiaires, sanitaires), zone déchets, etc. Cette zone balisée sera sous l'entière responsabilité du titulaire,
- Nettoyer quotidiennement + nettoyage fin de chantier, l'intégralité de la zone chantier – y compris les sanitaires mis à disposition par le titulaire à ses équipes,
- Organiser sa gestion des déchets sur site et hors site (bennes de tri adéquates évacuées dans décharges agréées (suivi TRACKDECHETS, SOGED etc.),
- Maintenir en état les voies d'accès au site.

NOTA : les travaux seront réalisés à proximité de sites occupés, une attention particulière sera donc portée à la coactivité avec le personnel de l'AIA CP et à la réduction des nuisances (risques chantier, sonore, olfactive, nécessité de production etc.).

3.4 Clauses Générales communes à tous les lots (1 / 2)

Le présent CCTP a pour but de décrire les besoins du maître d'ouvrage afin que le titulaire réalise les divers travaux nécessaires à la satisfaction de celui-ci et les indications n'ont pas un caractère limitatif.

Dans le cadre du marché forfaitaire, le titulaire doit l'intégralité des travaux correspondants à l'achèvement complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve.

Sont également indispensables, ceux satisfaisants aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCTP ne les décrit pas ou si les indications (côtes ou autres) portées au CCTP ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications.

Le CCTP, les documents graphiques et documents administratifs se complètent réciproquement.

Le titulaire est tenu d'informer par écrit, de toutes difficultés d'interprétations ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre les différents documents d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).

Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents administratifs ou graphiques et du CCTP pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seront exécutés conformément aux décisions du RTAIA sans entraîner de modifications du prix global et forfaitaire du marché.

Tout ouvrage propre aux documents fournis et non décrit dans le CCTP est formellement dû et vice-versa.

Les essais et vérifications prévus aux DTU pour les ouvrages afférents au CCTP sont également inclus.

Tous les éléments constitutifs de l'exécution des travaux et des moyens d'exécution sont à la charge du titulaire :

- Notamment les frais de déplacement de la main d'œuvre d'exécution et du personnel de maîtrise,
- Les frais d'outillage et d'encadrement technique, les frais de transport et de levage du matériel,
- Les plans et détails d'exécution des ouvrages à réaliser dans le cadre du présent CCTP.

Avant tout commencement d'exécution, il devra faire au RTAIA toutes les observations qu'il jugera nécessaires pour garantir son travail et il ne pourra arguer par la suite de la nature ou de l'état des ouvrages existants.

Tout début de travaux sans réserve préalable provoque l'acceptation des ouvrages existants dans leur état.

Le titulaire est responsable de l'entretien de ses travaux jusqu'à la réception de ceux-ci.

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de ses ouvrages.

Il restera responsable de ses travaux et sera tenu de remédier à toutes les détériorations intervenues jusqu'à la réception desdits travaux par le RTAIA.

3.5 LOT 1 : Désamiantage des bâtiments AC 368 / AC 372

3.5.1 Période de préparation et installation de chantier

3.5.1.1. Gestion Énergétique du Chantier

Le titulaire devra l'alimentation en électricité du chantier pour ses besoins propres, ainsi que le contrôle et l'entretien de son/ses installation(s) électriques pendant toute la durée du chantier. Le titulaire devra informer de son besoin en puissance pour ses activités. Un coffret chantier devra être installé. Le RTAIA définira le point de raccordement. Le titulaire devra fournir une attestation de fin de travaux au RTAIA afin que celui-ci procède à la remise en service des installations électriques, le cas échéant des réserves peuvent être émises.

NOTA : régime IT sur le site.

Le titulaire devra l'alimentation en eau du chantier pour ses besoins propres, ainsi que le contrôle et l'entretien de son/ses installation(s) pendant toute la durée du chantier. Un coffret chantier devra être installé. Le RTAIA définira le point de raccordement.

Les réseaux (électricité, téléphone, eau) existants dans la zone de chantier seront dans la mesure du possible* consignés. Cette procédure s'effectuera en interne AIA CP (DPI/DMS) dans un délai minimum de 48h (sauf urgence réelle et véritable). Cette consignation fera l'objet d'un Procès-Verbal de consignation.

3.5.1.2 Période de préparation du chantier

Le titulaire devra donc se rendre compte lui-même sur place :

- De la situation et de l'état de l'ouvrage concerné par les travaux,
- De l'importance des travaux à exécuter selon la nature des ouvrages,

- Ainsi que des sujétions diverses que l'exécution des travaux comportera et qu'il est à même de juger en raison de son expérience et de sa compétence professionnelle.

Le fait d'avoir soumissionné suppose que le titulaire a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ses ouvrages dans les règles de l'art, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus. Il ne saurait se prévaloir ultérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante du site, nature de l'ouvrage, moyen d'accès, conditions en relation avec l'exécution de ses travaux.

Il déclare en outre avoir soigneusement étudié les documents qui lui ont été remis ou dont il a pu prendre connaissance, et en particulier les plans, coupes, cahier des clauses techniques particulières, etc. ...

Le titulaire sera tenu de garantir sous son entière responsabilité tous les travaux imposés ou non qui n'auraient pas fait l'objet de réserves de sa part au moment du dépôt de sa soumission. Les documents écrits ou dessinés remis au titulaire, ne pouvant être considérés comme des bases d'exécution, il devra donc, après avoir visité les lieux, signaler les dispositions qui n'auraient pas son agrément.

Pendant la période de préparation, le titulaire devra mettre en place, organiser et ordonnancer le chantier.

La qualité de cette phase préparatoire conditionne le bon déroulement des travaux et permet d'anticiper les problèmes susceptibles de perturber le bon déroulement du chantier.

Le titulaire devra donc fournir pendant cette période de préparation, les livrables ci-dessous au RTAIA :

- Le plan d'installation de chantier (PIC) et le schéma d'implantation des différents matériels,
- Le planning affiné prévisionnel des travaux,
- Le(s) plan(s) d'exécution des ouvrages, notice(s) et méthodologie(s) d'exécution,
- Les fiches techniques des matériels et matériaux employés pendant le chantier,
- Les notes de calculs – si nécessaires,
- Le PPSPS pour la mise à jour du Plan Général de Coordination,
- Le document unique des risques (DUR),
- La déclaration préalable d'ouverture de chantier amiante,
- Le plan de retrait, ou de traitement, et de confinement aux organismes officiels de contrôle : Inspection du travail, CARSAT, OPPBTP, CHSCT et médecine du travail de l'entreprise,
- Liste nominative du personnel et leur « certification avec mention » détenus, la formation reçue et l'organisme formateur,
- La date de la dernière visite médicale pour chacun des ouvriers appelés à intervenir,
- La présentation des différents registres,
- Les bordereaux d'acceptation et de suivi des déchets avec TRACKDECHETS.

Le titulaire devra également établir pendant cette période de préparation le Plan de Retrait Amiante.

L'entreprise devra un mois avant le début des travaux, adresser un plan de retrait et de confinement aux différents organismes de sécurité suivants pour information :

- Contrôleur Général des Armées (ITA) / C.A.R.S.A.T / O.P.P.B.T.P / Médecine du travail,
- Ainsi qu'une copie aux Maître d'Ouvrage, RTAIA et Coordinateur SPS.

Le plan est tenu à disposition sur le lieu des travaux et pourra être consulté par :

- Les membres du CHS/CT ou à défaut les délégués du personnel,
- Le médecin du travail ou les membres de l'équipe pluridisciplinaire des services de santé au travail,
- L'inspecteur du travail,
- Les agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale (CARSAT),
- Les agents de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP),
- Les auditeurs des organismes certificateurs.

Ce dossier comprendra notamment et à minima les rubriques suivantes :

- Localisation de la zone à traiter,
- Les quantités d'amiante manipulées,
- Le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés,
- La date de commencement et la durée probable des travaux,
- Le nombre de travailleurs impliqués,
- Le descriptif du ou des processus mis en œuvre,
- Le programme des mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre,
- Les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux arts. R 4412-126 à R 4412-128 du CT,
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets,
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements,
- Les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets,
- Les durée et temps de travail déterminés en application des arts. R 4412-118 et R 4412-119 du CT,
- Les dossiers techniques prévus à l'art. R 4412-97 du CT,

- Les notices de postes prévues à l'art. R 4412-39 du CT,
- Un bilan aéraulique prévisionnel, établi pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air,
- La liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validités des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, ainsi que les dates de validité de leur formation,
- Les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait conformément à l'art. R 4412-135 du CT.

L'ensemble du plan de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante est soumis au RTAIA et au Coordinateur SPS, pour analyses et observations AVANT envoi aux organismes réglementaires.

Après l'agrément du plan de retrait par les différents organismes de sécurité, le titulaire devra y apporter aucune modification sans avis préalable de ces organismes. Toutefois ce plan de retrait étant en fonction du périmètre du marché de travaux, la modification du marché ou des processus entraînent la modification du plan de retrait par le biais d'un avenant.

3.5.1.3 Clôture, balisage et signalétique

L'affichage publicitaire du titulaire est interdit sur le chantier.

Le titulaire devra fournir et mettre en place des barrières afin que le chantier soit totalement clos, barrières sur lesquelles une signalétique réglementaire afférente à l'amiante sera mise en place.

Le titulaire devra mettre en place un balisage visant (à l'extérieur de la zone) à informer sur la nature des travaux et sur la présence d'amiante (Accès Interdit à toute personne non autorisée).

Le balisage précisera par un affichage les cheminements à utiliser, les précautions et les interdits.

Le balisage et la signalétique définiront les aires de stockage des consommables, et des déchets amiantifères stockés dans des conteneurs à l'extérieur.



3.5.1.4 Base de vie

Le titulaire devra prévoir, en nombre suffisant, l'ensemble des locaux de cantonnement, bureau de chantier ainsi que leur aménagement conformément au PGC du CSPS.

Le titulaire devra mettre en place un local destiné à l'accueil, au repos et des sanitaires pour ses différentes équipes.

Les sanitaires devront bénéficier d'un contrat de nettoyage et s'il s'agit de sanitaire chimique, d'un contrat d'évacuation et d'entretien.

Le titulaire devra nommer un encadrant de chantier présent durant toute la durée du chantier. Il sera chargé du respect strict des procédures et de leur application, tant par les intervenants que par les visiteurs.

3.5.1.5 Zone de stockage

Le titulaire pourra stocker temporairement (par poste) les déchets en zones afin de procéder à une évacuation groupée sous réserve exclusive de protection mécanique contre les risques et aléas climatiques (vents, etc...). Cette zone pourra être déplacée suivant les impératifs de l'occupant et/ou du chantier. Son emplacement devra être clôturé par une barrière légère, et signalé.

Il n'y aura pas de stockage de déchets entre la sortie de la zone et le chargement en bennes.

Le titulaire prévoira des conteneurs cadenassables stockés dans la (les) zone(s) de stockage transitoire(s). La (les) zone(s) devra(ont) être fermée(s) en dehors des heures d'ouverture du chantier, et son accès sera strictement limité au personnel autorisé de l'entreprise.

3.5.1.6 Accès Travail en Hauteur

Le titulaire devra choisir une/des solution(s) permettant le travail en hauteur, répondant aux normes actuellement en vigueur, aux exigences et contraintes du site, installée(s) et/ou contrôlée(s) par un organisme agréé. Les justificatifs correspondants devront être fournis au RTAIA.

3.5.2 Consistance des travaux de Désamiantage

L'identification, la quantité et la localisation des matériaux amiantés, dont l'enlèvement fait l'objet du présent lot, figurent sur les documents suivants :

- **Diagnostics Techniques Amiante des bâtiments 368 et 372 joints à la présente consultation (ANNEXE n° 1),**
- **Diagnostics Techniques Plomb des bâtiments 368 et 372 joints à la présente consultation (ANNEXE n° 2),**
- **Diagnostics Techniques Termites des bâtiments 368 et 372 joints à la présente consultation (ANNEXE n° 3),**

3.5.2.1. Confinement

La préparation de la zone de travail et le confinement des zones d'intervention seront adaptés en fonction des ouvrages contenant de l'amiante, de la nature de l'amiante et de la configuration des locaux.

Le titulaire devra tous les ouvrages et matériels nécessaires à ce confinement (polyane, sas, aspirateur, etc....) suivant la réglementation.

3.5.2.2. Tenue des registres

Le titulaire tiendra à jour sur le chantier l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation des travaux, à la vérification des matériaux utilisés, à l'utilisation et la surveillance des équipements, en particulier :

- Le registre du personnel et des visiteurs indiquant pour chacun le nom, la qualité, la date de l'habilitation, les heures d'entrée et de sortie, le type d'EPI utilisé ; une copie des certificats d'aptitude médicale du personnel, en français, sera annexée au registre.
- Le registre d'affectation et d'entretien des appareils de protection respiratoire indiquant, par numéro de masque, le nom de la personne à qui il est affecté, la date du dernier contrôle, les résultats des contrôles effectués ainsi que les révisions faites.
- Le registre des filtres indiquant, par type de matériel (aspirateurs, appareils de protection respiratoire, filtres de l'épuration de l'air respirable, extracteur d'air, filtration d'eau) et par numéro ; les dates et heures de changement de chaque type de filtre.
- Le registre des contrôles de confinement indiquant les dates et heures des contrôles de dépression avec la référence des bandes d'enregistrement, des contrôles visuels et de fumée ainsi que la nature de réparations effectuées.
- Le registre des contrôles d'empoussièrement (au microscope META et les lieux de prélèvements) indiquant la nature et les dates des contrôles effectués pendant les travaux, et les résultats et rapports correspondants.
- Le registre des déchets composé du document d'acceptation de déchets et des copies des bordereaux de suivi des déchets.

3.5.2.3. Mode opératoire des travaux de désamiantage et méthodologie

En sa qualité de sachant, le titulaire devra établir une méthodologie permettant le retrait de l'amiante dans le strict respect des obligations réglementaires. Le titulaire devra respecter scrupuleusement cette méthodologie puisque celle-ci est intégralement l'objet du plan de retrait validé par les organismes agréés.

3.5.2.4. Analyses et mesures d'empoussièrement

Les travaux de désamiantage ne doivent avoir aucun impact sur l'environnement atmosphérique du chantier ou sur les rejets d'eau générés lors des opérations de retrait d'amiante ou de décontamination.

Pour contrôler la maîtrise de ses procédés, le titulaire devra mettre en place, selon la réglementation, une campagne de prélèvements et d'analyses permettant de garantir une surveillance régulière de ses rejets (analyses & prélèvements à la charge du titulaire).

Les différents types d'analyses à effectuer sont les suivantes :

- Analyses atmosphériques en microscopie électronique à transmission analytique (META) pour l'ensemble des contrôles de l'air et pour les tests libératoires et de restitution.
- Analyses des matières en suspension (MES) dans les rejets d'eau.

L'ensemble des analyses et contrôles réalisés sont tenus à disposition des organismes de contrôles et des visiteurs au sein du registre de chantier, tenu par le chef de chantier. Les prélèvements et analyses de chantier sont réalisés par un laboratoire indépendant accrédité par le COFRAC (Comité français d'accréditation des laboratoires, organismes certificateurs et d'inspection).

A la charge du titulaire :

- La mesure libératoire de première restitution
- La mesure de fin de chantier et la mesure de deuxième restitution par une entreprise différente de celle de la première restitution.

3.5.2.5. Restitution des locaux après intervention : acceptation du chantier

L'entrepreneur en présence du Maître d'Ouvrage fera un examen visuel des surfaces traitées permettant la réception du chantier et la réalisation du test libératoire conditionnant le démontage de la zone de confinement.

Cet examen visuel doit être réalisé par un technicien compétent, selon la norme expérimentale AFNOR XP X46-021.

3.5.2.6. Déchets générés par le chantier de désamiantage

Conformément aux normes en vigueur, les déchets générés par le chantier concernent :

- Le matériel de protection des salariés (tenues, cartouches des masques respiratoires).
- Les boues et cartouches liées à la filtration des eaux de lavage.
- Les filtres placés sur les extracteurs d'air.
- La totalité des films utilisés pour la réalisation des confinements.

Tous les déchets de tout type provenant des travaux de désamiantage seront évacués. Les déchets amiantés seront dirigés vers les filières d'élimination adaptées, selon leur nature. Les véhicules devant transporter les déchets ne pourront en aucun cas stationner vides ou chargés sur la voie publique.

La classification des déchets est établie à partir de la liste unique des déchets mentionnées à l'art. R 541-7 du Code de l'Environnement. Les déchets de toute nature contenant de l'amiante, les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection et de nettoyage issus d'intervention sur matériaux amiantés sont des déchets dangereux.

3.5.2.7. Procédure d'admission des déchets (DIP ou CAP)

Pour être admis dans une installation de stockage de déchets dangereux ou non dangereux, les déchets amiantés font l'objet soit d'une procédure d'information préalable soit d'une procédure d'acceptation préalable.

Pour l'admission en installations de stockage de déchets non dangereux, ces procédures font l'objet des art. 28 et 29 de l'arrêté du 15 Février 2016. Pour les installations de stockage de déchets dangereux, les critères et procédures d'admission sont définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

- Procédure d'information préalable (DIP)
Les producteurs soumis à cette procédure sont des producteurs qui maîtrisent le flux des déchets qu'ils produisent annuellement, elle concerne uniquement les déchets non dangereux ultimes.
La demande d'information préalable est adressée au producteur de déchets par l'exploitant de l'installation de stockage de déchets annuellement, le producteur fournit une attestation justifiant, pour les déchets non dangereux ultimes d'une opération préalable de collecte séparée ou de tri en vue d'une valorisation matière ou d'une valorisation énergétique.
- Procédure d'acceptation préalable (CAP)
Cette procédure s'applique à tous les déchets dangereux et non dangereux non concerné par la procédure de demande d'information. Elle comprend deux niveaux de vérification, la caractérisation de base et la vérification de la conformité.
Le certificat d'acceptation de déchets (CAP) est établi par l'exploitation de l'installation de stockage, au vu des résultats de la caractérisation de base, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité à renouveler tous les ans. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an maximum. Ce certificat doit être demandé par l'entreprise missionnée pour les travaux, au centre d'élimination des déchets et obtenu avant le commencement des travaux conduisant à la production des déchets amiantés.

Une copie de trackdechets est OBLIGATOIRE et doit être fournie au RTAIA et au CSPS.

3.5.2.8. Bordereau de suivi des déchets amiantés

Le bordereau prévu à l'art. R 541-45 du CE est le formulaire réglementaire.

L'original du bordereau doit accompagner le déchet jusqu'à l'installation de vitrification ou le site de stockage.

L'exploitant de l'installation de vitrification ou du site de stockage retourne une copie du bordereau à l'émetteur après avoir réceptionné le déchet dans son installation (cadre 4 renseigné), puis retourne une nouvelle copie de ce bordereau après avoir réalisé la vitrification ou le stockage (cadre 5 renseigné).

Dans le cas où la vitrification ou le stockage est effectué moins d'un mois après la réception du déchet, une seule copie est adressée à l'émetteur.

La copie est à conserver pendant 3 ans par les transporteurs ou pendant 5 ans dans les autres cas. L'original du bordereau est conservé dans tous les cas par l'exploitant de l'installation de vitrification ou du site de stockage.

L'annexe du formulaire prévoit les cas d'entreposage provisoire ou de transport multimodal auxquels il conviendra de se référer.

Les bordereaux de suivis de déchets amiantés devront être déposés sur la plateforme TRACKDECHETS.
Le numéro de SIRET de l'AIACP est 15000028900127.

3.5.2.9. Transport des déchets

L'acceptation du transporteur sera soumise à l'agrément du RTAIA et Maître d'Ouvrage.

Préalablement à la réalisation du chantier, le titulaire du présent CCTP devra contacter les organismes habilités liés à ce transport de déchets.

L'entreprise devra le transport jusqu'au lieu de traitement, ainsi que tout travail de manutention pour charger et décharger les camions. Le transport, par un transporteur spécialisé, des déchets résultant du présent CCTP devra être réalisé de manière à ce que ceux-ci ne puissent polluer l'atmosphère.

Ils devront être ainsi transférés en respectant le Règlement pour le Transport des Matières Dangereuses par la Route (R.T.M.D.R.).

La personne qui remettra la marchandise au transporteur devra lui délivrer une déclaration de chargement portant la mention « amiante » et précisant que l'emballage ne doit pas être ouvert sur le domaine public.

Les sacs ne devront en aucun cas être réemployés ni récurés, et toutes les mesures devront être prises pour rendre se réemploi impossible.

Le titulaire devra assurer le pesage des matériaux sur le site, le transport jusqu'au lieu de traitement des déchets.

Le transport devra être effectué dans des bennes fermées, et le transporteur devra respecter la réglementation en vigueur (notamment l'arrêté du 17 Octobre 1977).

3.5.2.10. Repliement des installations

- Repli des différentes installations mises en place : cantonnement, réseaux provisoires, etc...
- Cette opération concerne l'ensemble des matériels et matériaux compris dans la zone.
- Les matériaux utilisés pour la réalisation de l'enveloppe seront traités comme des déchets amiantifères.

3.5.2.11. Limite des prestations

Les travaux commencent aux préparatifs de chantier pour traitement de l'amiante et s'arrêtent à la réception par le RTAIA des certificats de destruction des déchets amiantés et des résultats des mesures de restitution.

3.5.2.12. Constitution du rapport de fin de chantier (RFT)

Le RFT sera fourni sous un délai de 4 semaines au plus tard à partir de la date d'achèvement du désamiantage.

Il devra contenir à minima :

- Copie du diagnostic amiante,
- Plan de retrait amiante,
- Copie des CAP et BSDA ou preuve de déversement sur la plateforme,
- Stratégie d'échantillonnage,
- Copie des analyses d'air et eau suivant la stratégie d'échantillonnage,
- Tableau récapitulatif des BSDA,
- Tableau récapitulatif des Analyses métrologiques.
- Test d'étanchéité
- Attestation de l'entretien de l'UMD

Cette liste est non exhaustive, le RTAIA pourra être amené à la compléter suivant les particularités de l'opération et le titulaire pourra en faire de même.

3.5.2.13. Dossier de recollement

Après achèvement des travaux, l'entreprise s'engage à fournir au RTAIA un dossier de recollement, format numérique (Clé USB), comprenant notamment :

- L'ensemble des résultats d'analyses des mesures d'empoussièrement libératoires et de restitution,
- Le plan de retrait amiante et les avenants éventuels,
- Le(s) plan(s) de recollement indiquant clairement les zones traitées,
- Les bordereaux de prise en charge des déchets par le transporteur,
- Les bordereaux d'élimination des déchets (Cerfa 07.320),
- Les certificats d'acceptation des déchets,
- Les fiches de confinement,
- Les fiches de suivi des analyses,
- Les fiches de suivi du personnel,

- Les fiches d'extracteurs, d'entrées et de sorties des sas, de la station de filtration, etc...
- Les modes opératoires réellement utilisés,
- Les procédures d'intervention en zone confinée.
- Les BSDA avec TRACKDECHETS

NOTA : les plans transmis par le titulaire devront être au format Autocad (.dwg) et devront respecter scrupuleusement la charte graphique de l'AIA CP, qui sera transmise par le RTAIA au titulaire.

3.5.2.14. Points Divers

- En cas de découverte de matériaux ou de canalisations susceptibles de contenir de l'amiante, qui n'auraient pas été repérés dans les rapports de repérages établis, le titulaire du présent lot devra en référer au Maître d'Ouvrage avant de procéder au traitement et à l'enlèvement de l'amiante.

Si tel est le cas :

- Un repérage complémentaire sera réalisé par une entreprise agréée,
- Un additif au plan de retrait initial sera établi et adressé aux organismes de prévention,
- La partie concernée par ces matériaux devra être balisée.

Selon les cas (quantités, nature etc...), et si les matériaux ou canalisations non repérés initialement s'avèrent réellement amiantés, un avenant au présent lot sera émis.

- Analyses et contrôles
L'entreprise aura à sa charge les analyses qui pourraient lui être demandées en sus par le CSPS ou par tout autre organisme habilité.

3.6 LOT 2 : Déconstruction Intérieure du Bâtiment AC 368 / 372

3.6.1 Période de préparation et installation de chantier

3.6.1.1. Gestion Énergétique du Chantier

Le titulaire devra l'alimentation en électricité du chantier pour ses besoins propres, ainsi que le contrôle et l'entretien de son/ses installation(s) électriques pendant toute la durée du chantier. Le titulaire devra informer de son besoin en puissance pour ses activités. Un coffret chantier devra être installé. Le RTAIA définira le point de raccordement. Le titulaire devra fournir une attestation de fin de travaux au RTAIA afin que celui-ci procède à la remise en service des installations électriques, le cas échéant des réserves peuvent être émises.

NOTA : régime IT sur le site.

Le titulaire devra l'alimentation en eau du chantier pour ses besoins propres, ainsi que le contrôle et l'entretien de son/ses installation(s) pendant toute la durée du chantier. Un coffret chantier devra être installé. Le RTAIA définira le point de raccordement.

Les réseaux (électricité, téléphone, eau) existants dans la zone de chantier seront dans la mesure du possible* consignés. Cette procédure s'effectuera en interne AIA CP (DPI/DMS) dans un délai minimum de 48h (sauf urgence réelle et véritable). Cette consignation fera l'objet d'un Procès-Verbal de consignation.

3.6.1.2 Période de préparation du chantier

Le titulaire devra donc se rendre compte lui-même sur place :

- De la situation et de l'état de l'ouvrage concerné par les travaux,
- De l'importance des travaux à exécuter selon la nature des ouvrages,
- Ainsi que des sujétions diverses que l'exécution des travaux comportera et qu'il est à même de juger en raison de son expérience et de sa compétence professionnelle.

Le fait d'avoir soumissionné suppose que le titulaire a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ses ouvrages dans les règles de l'art, et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus. Il ne saurait se prévaloir ultérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante du site, nature de l'ouvrage, moyen d'accès, conditions en relation avec l'exécution de ses travaux.

Il déclare en outre avoir soigneusement étudié les documents qui lui ont été remis ou dont il a pu prendre connaissance, et en particulier les plans, coupes, cahier des clauses techniques particulières, etc. ...

Le titulaire sera tenu de garantir sous son entière responsabilité tous les travaux imposés ou non qui n'auraient pas fait l'objet de réserves de sa part au moment du dépôt de sa soumission. Les documents écrits ou dessinés remis au titulaire, ne pouvant être considérés comme des bases d'exécution, il devra donc, après avoir visité les lieux, signaler les dispositions qui n'auraient pas son agrément.

Pendant la période de préparation, le titulaire devra mettre en place, organiser et ordonnancer le chantier. La qualité de cette phase préparatoire conditionne le bon déroulement des travaux et permet d'anticiper les problèmes susceptibles de perturber le bon déroulement du chantier.

3.6.1.3 Clôture, balisage et signalétique

L'affichage publicitaire du titulaire est interdit sur le chantier.

Le titulaire devra fournir et mettre en place des barrières afin que le chantier soit totalement clos.

Le balisage précisera par un affichage les cheminements à utiliser, les précautions et les interdits.

3.6.1.4 Base de vie

Le titulaire devra prévoir, en nombre suffisant, l'ensemble des locaux de cantonnement, bureau de chantier ainsi que leur aménagement conformément au PGC du CSPS.

Le titulaire devra mettre en place un local destiné à l'accueil, au repos et des sanitaires pour ses différentes équipes.

Les sanitaires devront bénéficier d'un contrat de nettoyage et s'il s'agit de sanitaire chimique, d'un contrat d'évacuation et d'entretien.

Le titulaire devra nommer un encadrant de chantier présent durant toute la durée du chantier. Il sera chargé du respect strict des procédures et de leur application, tant par les intervenants que par les visiteurs.

3.6.1.5 Zone de stockage

Le titulaire pourra stocker temporairement (par poste) les déchets en zones afin de procéder à une évacuation groupée sous réserve exclusive de protection mécanique contre les risques et aléas climatiques (vents, etc...). Cette zone pourra être déplacée suivant les impératifs de l'occupant et/ou du chantier. Son emplacement devra être clôturé par une barrière légère, et signalé.

Il n'y aura pas de stockage de déchets entre la sortie de la zone et le chargement en bennes.

3.6.1.6 Accès Travail en Hauteur

Le titulaire devra choisir une/des solution(s) permettant le travail en hauteur, répondant aux normes actuellement en vigueur, aux exigences et contraintes du site, installée(s) et/ou contrôlée(s) par un organisme agréé. Les justificatifs correspondants devront être fournis au RTAIA.

3.6.2 Consistance des travaux de Déconstruction Intérieure

L'identification, la quantité et la localisation des matériaux dont l'enlèvement fait l'objet du présent lot, figurent sur les documents suivants :

- **Diagnostic Structure des bâtiments 368 et 372 bâtiment (ANNEXE n°4)**
- **Rapport amiante / HAP enrobé (ANNEXE n°5)**
- **Plans des bâtiments 368 et 372 (ANNEXE n°6)**

3.6.2.1. Consistance des travaux de démolition en présence de peinture au Plomb

Il est conseillé au titulaire d'adapter sa méthodologie d'exécution en fonction :

- Du guide INRS ED 6374 « Interventions sur les peintures contenant du plomb ».
- Du guide INRS ED 6263 « Poussières. Guide de bonnes pratiques en démolition ».
- De l'évaluation des risques réalisée au préalable avec le CSPS de l'opération.

Les mesures de prévention, tant particulières que générales, seront à adapter aux caractéristiques du chantier.

Néanmoins, il sera demandé au titulaire :

- De neutraliser ou protéger tous les réseaux pouvant présenter des risques,
- Choisir les techniques de déconstruction les moins émissives,
- Mettre en place des moyens d'évacuation des gravats limitant les émissions de poussières,
- Mettre en place des mesures pour éviter la dissémination des poussières et fumées en dehors de la zone de travaux,
- Protéger avec des matériaux résistants les sols et matériels difficiles à décontaminer,
- Utiliser des moyens mécanisés, lorsque c'est techniquement possible et en particulier des engins téléguidés électriques,
- Réduire le taux d'empoussièrement dans la zone de travail, notamment en brumisant les points émission de poussières,
- Dans le cas où le taux d'empoussièrement ne peut être réduit suffisamment, une ventilation générale de la zone des travaux sera utilisée,
- Limiter les opérations de coltinage : humidifier les gravats pour diminuer les émissions de poussières,
- Utiliser des engins dont les cabines sont dotées de dispositifs de filtration et de climatisation maintenant une surpression...

Lors de son choix de méthodologie, le titulaire devra impérativement en compte l'environnement avoisinant, notamment la proximité du « Farembert » qui traverse la zone de travaux. Le titulaire devra donc choisir un mode opératoire produisant le moins de poussière possible.

Gestion des déchets

Les déchets issus du BTP contenant du plomb peuvent être de différentes natures. Ils sont codifiés par le Code Européen des Déchets. Les principales natures de déchets susceptibles de contenir du plomb et pour lesquels le titulaire devra préciser la nature dangereuse ou non et en préparer la gestion :

- Pulvérulents,
- Solides massifs ou granulaires,
- Chimiques,
- Bois,
- Métalliques
- Divers équipements contaminés (EPI, absorbants etc.).

Si le déchet contenant du plomb est classé comme dangereux, le titulaire devra établir un Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux.

Se référer aux chapitres ci-après listés transposables au « Plomb » :

- *Chapitre 3.5.2.8 Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés,*
- *Chapitre 3.5.2.9 Transport des déchets,*
- *Chapitre 3.5.2.10. Repliement des installations*
- *Chapitre 3.5.2.11. Limite des prestations*

3.6.2.2 Consistance des travaux de Déconstruction

Après la phase d'enlèvement de matériaux dangereux, la phase « Déconstruction » qui comprendra la déconstruction totale intérieure de tous les éléments non porteurs et équipements ou habillages de second œuvre, réseaux, démarrera (compris les menuiseries).

Les travaux à charge du titulaire comprennent :

- La sauvegarde des câbles et canalisations, éventuellement rencontrés en profondeur (enterrés, enfouis ...) ou leur déconstruction si validation RTAIA.
- Le comblement de caves, puits ou puisards éventuellement rencontrés.

Lors de l'exécution des travaux de déconstruction, le titulaire devra :

- Prendre toutes les précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux.
- Prévoir tous les échafaudages, planchers et barrières de garantie, garde-gravois, etc... ainsi que tous étaielements qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux,
- Si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Tous les éléments constitutifs de l'exécution des travaux et des moyens d'exécution sont à la charge du titulaire, notamment les frais de déplacement de la main d'œuvre d'exécution et du personnel de maîtrise.

Les frais d'outillage et d'encadrement technique, les frais de transport et de levage du matériel.

Avant tout commencement d'exécution, il devra faire au RTAIA toutes les observations qu'il jugera nécessaires pour garantir son travail et il ne pourra arguer par la suite de la nature ou de l'état des ouvrages existants.

Tout début de travaux sans réserve préalable provoque l'acceptation des ouvrages existants dans leur état.

Le titulaire est responsable de l'entretien de ses travaux jusqu'à la réception de ceux-ci.

Le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de ses ouvrages.

Il restera responsable de ses travaux et sera tenu de remédier à toutes les détériorations intervenues jusqu'à la réception desdits travaux par le RTAIA.

Il assurera également le nettoyage et l'évacuation des gravois dus à ses travaux en cours de chantier, y compris le nettoyage précédant la réception des travaux.

Gestion des déchets

Le titulaire devra mettre en place plusieurs sacs à gravois, bennes ou containers pour tri des déchets avec mise en place de pictogrammes et signalisation simple pour repérage des différents containers.

Le traitement des déchets se fera nécessairement dans les filières existantes agréées.

Le tri amont doit être fait au minimum entre DI (déchets inertes), DND (déchets non dangereux) et DD (déchets dangereux).

Le mélange DI/DND/DD est formellement interdit.

Un soin particulier sera apporté à la qualité du tri des déchets mis en place par l'entreprise qui s'expose à des pénalités si le tri constaté par le RTAIA, le CSPA ou le Maître d'Ouvrage n'est pas optimisé et est non conforme au SOGED.

Niveau de tri minimum imposé :

- Déchets Inertes (DI)
- Déchets Non Dangereux (DND) :
 - Bois
 - Plastiques valorisables
 - Métaux (ferrailles et aluminium)
 - DND non valorisables (tout venant)
- Déchets Dangereux (DD)
 - Étanchéité
 - DEEE

Un suivi de tous les déchets sera réalisé tout le long du chantier au moyen de BSD (Bordereau de Suivi des Déchets).

Le titulaire tiendra à jour sur le chantier, un registre chronologique du suivi des déchets qui devra être restitué au RTAIA à la fin du chantier accompagné de la synthèse des déchets.

Une attention particulière sera portée au remplissage de ces BSD.

Il est demandé un remplissage rigoureux et une description aussi détaillée que possible de la nature des déchets.

Ces BSD devront se trouver sur la plateforme TRACKDECHETS.

Pénalités gestion des déchets :

En cas d'irrégularité par rapport à la réglementation, au CCTP, au SOGED et engagements du titulaire, il sera mis en place des pénalités financières suivant les dispositions prévues au CCAP.

Il sera entre autre contrôlé :

- Le niveau de tri mis en place sur le chantier (nombre de bennes sur le chantier, nombre de types de déchets évacués d'après les BSD)
- La méthodologie de déconstruction mise en œuvre,
- Le remplissage et la transmission des BSD,
- Les quantités éliminées,
- Les filières d'élimination et les taux de valorisation des différents déchets.

Le titulaire devra donc désigner une personne au sein de l'entreprise, responsable de la gestion des déchets qui sera chargée de signer les bordereaux de suivi des déchets et devra former, sensibiliser et faire respecter à l'ensemble du personnel le tri des déchets.

Cette personne devra être présente pendant toute la durée du chantier jusqu'à la réception.

Entretien

Le titulaire sera responsable :

- De l'entretien des clôtures de chantier pendant toute la durée,
- De l'état général de propreté de l'emprise du chantier et de son environnement immédiat (aire de tri, emplacement des bennes, nettoyage quotidien des zones de travail afin d'éviter la dispersion des débris, propreté de la voirie pour les zones intéressées pour ses roulages).

En particulier, le titulaire mettra immédiatement en œuvre, le nettoyage manuel ou mécanique de la voirie, lorsqu'il sera responsable des dégradations observées.

Travaux de déconstruction à entreprendre

Déconstruction d'installations électriques

Dépose de l'ensemble des installations électriques :

Dépose des alimentations générales, câbles et supports, compteurs, canalisations électriques intérieures, câbles et fourreaux, gaines, petits appareillages, gaines techniques en métal déployé, convecteurs, tableaux, goulottes, chemin de câbles...

Rangement par tri en containers en attente d'enlèvement,

Déconstruction d'installations de plomberie et chauffage

Dépose sans précaution de l'ensemble des installations sanitaires :

Démontage des appareils, des joints, fixations ou supports, dépose de canalisations de toutes natures, en alimentation et évacuation pour l'eau potable, les eaux vannes et eaux usées,

Dépose de canalisations et robinetterie gaz (PM),

Fourniture et pose de bouchons provisoires sur tuyaux EU/EV pour éviter la propagation des odeurs,

Manutention et rangement en attente d'évacuation,

Dépose sans précaution d'appareils sanitaires (évier, radiateurs, chauffe-eau, etc...)

Démontage des appareils, des joints, fixations ou supports,

Dépose des branchements et canalisations d'alimentation et d'évacuation de toute nature,

Manutention et rangement en attente d'enlèvement,

Dépose sans précaution de canalisations d'évacuation des appareils :

Démontage des joints, fixations, colliers ou supports,

Dépose sans précaution de canalisations d'évacuation de toute nature pour l'eau potable, les eaux vannes et eaux usées horizontales et verticales,

Manutention et rangement en attente d'enlèvement,

Dépose sans précaution d'installation d'évacuation des eaux pluviales en PVC :

Démontage des gouttières et descentes, des joints, fixations ou supports,

Manutention et rangement en attente d'enlèvement,

Déconstruction des menuiseries extérieures et intérieures (compris rampes d'escaliers, garde-corps, grilles, grillage etc)

Dépose des ouvrages sans précaution :

Descellement des cadres de menuiserie, dépose des ouvrants et des menuiseries vitrées,

Dépose des volets, des gonds et arrêts de volets éventuels,

Rangement en attente d'enlèvement,

Dépose sans précaution de menuiseries intérieures (portes, placards, étagères, ...)

Dépose de cadre et d'habillage de chambranle,

Dépose de l'ouvrant,

Rangement en attente d'enlèvement,

Déconstruction de faux-plafonds

Démolition de faux-plafonds de toutes natures sans précaution :

Démolition de faux-plafonds avec dépose des ossatures, des suspentes avec enlèvement des fixations,

Dépose de tous les profils de rives contre les murs et cloisons,

Rangement en attente d'enlèvement,

Déconstruction de cloisonnement, gaines et doublages

Démolition des cloisonnements de distribution et des doubles divers, comprenant :

Toutes les découpes aux disques nécessaires pour désolidarisation des murs,

La démolition des cloisons et doublages à l'aide d'outils adaptés y compris dépose sans conservation des ouvrages divers intégrés dans les cloisons démolies,

La dépose de tous les revêtements tels que : tapisserie, faïence, enduit plinthes

Rangement en attente d'enlèvement,

Déconstruction de revêtement de sol

Dépose et démolition de revêtement de sol de toutes natures y compris plinthes attenantes :

Rangement en attente d'enlèvement,

Déconstruction d'installations en bois

Dépose et démolition d'installations en bois :

Rangement en attente d'enlèvement,

NOTA BENE : le bâtiment devra être – après intervention du titulaire - une « coquille vide » comprenant : murs porteurs + charpente/toiture.

3.6.3 Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

Le titulaire devra fournir sous un délai de 4 semaines au plus tard à partir de la réception, un DOE sur clé USB (.pdf et .dwg uniquement) comprenant à minima les documents ci-après listés non exhaustivement :

Plans d'accès et de situation des bâtiments déconstruits,
Planning d'exécution,
Reportage photographique avant, pendant et après les travaux,
Liste des intervenants,
Les actes des sous-traitants,
P.P.S.P.S., méthodologies pour toutes les phases,
Agrément des centres receveurs des déchets,
Tableaux récapitulatifs des produits évacués,
Justificatifs d'évacuation et de pesée des évacuations, BSDI,
Procès-verbaux de réception.

Le plan de récolement doit en outre faire apparaître :

- Les réseaux encore en activité repérés au droit des bâtiments déconstruits.
- Matérialisation obturation de l'ensemble des réseaux.
- Matérialisation des ouvrages conservés en infrastructure.

Ces listes sont non exhaustives.

3.6.4 Réception définitive

En fin d'opération, le RTAIA, lors d'une visite commune sur site, en présence de la maîtrise d'ouvrage et de l'entreprise, établira un procès-verbal d'opérations préalables à la réception.

Le titulaire s'engage à réaliser les travaux afin de lever les réserves le cas échéant et ceci dans le délai qui lui sera notifié.

IMPORTANT : la fourniture du DOE fait partie des réserves

Après levée des réserves par le titulaire, la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage établiront le Procès-Verbal de réception définitive.

4 Exigences particulières

4.1 Exigences liées au site

Les interventions du titulaire ne pourront se faire que pendant les jours et les heures œuvrés de l'AIA CP soit du lundi au vendredi de 7h24 à 15h51.

Les jours de fermeture de l'établissement (jours non œuvrés) seront fournis sur demande par le responsable du marché RTAIA (ou RSC) (ponts, fin d'année,)

A titre exceptionnel, si la nature des travaux le justifie :

Des dérogations d'horaires pourront être demandées par le titulaire auprès du RTAIA (ou RSC) qui fera les démarches administratives correspondantes

L'AIA CP étant classé zone protégée, l'accès y est subordonné à un contrôle élémentaire préalable pour toute personne devant intervenir sur le site.

L'officier de sécurité du site refusera l'accès à toute personne n'ayant pas satisfait à ce contrôle élémentaire préalable.

4.2 Exigences liées à l'exécution de la prestation proprement dite (obligations clients / fournisseurs)

A la demande du titulaire, l'AIACP pourra allouer une aire destinée au stockage des matériels et des outillages pendant la période des travaux.

4.3 Exigences concernant les matières entrant dans la réalisation de la prestation

SANS OBJET

4.4 Exigences concernant les consommables et pièces détachées

SANS OBJET

4.5 Exigences concernant la logistique

SANS OBJET

4.6 Exigences SST (plan de prévention, risques particuliers, accidents du travail, assurance fournisseur)

L'AIACP étant certifié selon la norme ISO 45001 relative au système de management de la santé et sécurité au travail (SMSST), et certifié selon la norme ISO 14001 V 2015 relative au système de management de l'environnement (SME), l'AIA CP rappelle qu'il est important de maîtriser les risques professionnels et de limiter les impacts environnementaux liés aux activités réalisées par le titulaire dans le cadre du contrat qui nous lie.

L'AIACP attire l'attention du titulaire sur l'obligation de respect du code du travail et du code de l'environnement, et de s'en assurer également auprès de ses fournisseurs et ses entreprises sous-traitantes.

Dans le cadre de ce partenariat, l'AIACP pourrait être amené à solliciter le titulaire pour apprécier les moyens que le titulaire déploiera dans ces domaines.

Lors des audits de suivis ou de renouvellement des certifications ISO 14001 et 45001 du site de l'AIACP, le titulaire étant partie prenante, il devra donc de ce fait tenir à disposition des auditeurs tous documents ou justificatifs concernant la gestion des déchets du site (BSD, bons de pesées, rapports mensuels, analyses chimiste ...), mais également tous documents relatifs à la SST (document unique de l'entreprise, fiches de formation du personnel, habilitations diverses, conformité des matériels et CVPO ...).

Le titulaire s'engage par conséquent à respecter la politique SST en Environnement mise en place sur le site.

Cette opération fera l'objet d'une coordination de prévention relevant du maître d'ouvrage (ou son délégataire) car celle-ci est une opération de bâtiment ou de génie civil réalisée dans un organisme du Ministère des Armées (article L.4532-1 à L.4532-17 et R4532-1 à R4532-98 du CT).

Cette coordination sera assurée par un Coordinateur de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS). Celui-ci sera chargé de réaliser une inspection commune et de rédiger un Plan Général de Coordination (PGC).

Afin que le CSPS réactualise le PGC les titulaires de chaque lot devront fournir à celui-ci un PPSPS avant le début des travaux.

Le titulaire devra fournir au CSPS un Plan de Retrait Amiante et un mode opératoire (articles R.4512-137, R.4512-147 du CT), il devra également transmettre ce document à l'inspection du travail (DREETS) ainsi qu'à l'ITA de Toulon qui intervient pour l'analyse. Ce Plan de Retrait Amiante est pris en compte par le médecin du travail.

Prêt de matériel et mise à disposition de locaux

Le prêt de matériel n'est pas autorisé entre l'entreprise extérieure et l'AIACP.

Aucun local ne sera mis à disposition pendant l'exécution du contrat.

Accident du travail

Le titulaire s'engage à signaler à l'AIACP tout accident de son personnel survenant lors d'une intervention dans l'enceinte de l'établissement.

Travailleur isolé

Le titulaire prendra les dispositions pour que son personnel ne soit pas en situation de travailleur isolé pendant ses interventions à l'AIACP (heures ouvrables et non ouvrables).

4.6.1 Obligations en matière de prévention pendant l'opération

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions qui figurent le titre III de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

4.7 Exigences concernant la protection de l'environnement

L'AIA CP étant certifié ISO 14001, le titulaire devra, lors de ses interventions, respecter la politique environnementale mise en place sur le site, notamment :

- Le tri des déchets*
- L'utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau
- Les procédures de stockage, de maniement et d'utilisation de produits dangereux (rétention, présence d'absorbants, etc.)
- Maîtriser ses rejets (en particulier aucun rejet chloré ni autre toxique dans les lavabos: station d'épuration biologique sur site)

Le titulaire s'engage à signaler à l'AIA CP toute atteinte ou risque d'atteinte à l'environnement liés ou non à sa prestation. L'AIA CP pourra procéder à l'interruption des travaux si les règles relatives à l'environnement ne sont pas respectées.

* Pour tous déchets résultant de travaux liés au présent contrat (gravats, ferrailles, déchets industriels banals ou spéciaux, etc.), le titulaire devra respecter les procédures de stockage, de transport et d'élimination qui lui seront communiquées par le DMR.

L'enlèvement d'éventuels gravats issus de l'exécution de la prestation est à la charge du titulaire qui devra fournir au DMR le justificatif de suivi de ces gravats.

4.8 Exigences relatives aux protections des infrastructures

Le titulaire devra prendre toutes les mesures afin d'assurer l'intégrité des installations techniques et infrastructures de l'AIA CP pendant toute la durée des travaux.

Tout dommage causé aux installations et équipements de l'AIA CP sera imputé à la charge du titulaire.

4.9 Exigences relatives aux nuisances

La nature des prestations demandées étant susceptibles de générer des nuisances sonores à proximité de bureaux ou d'ateliers, le titulaire préviendra dans ces cas-là le RTAIA, avec un préavis minimum de 2 heures. Si nécessaire le RTAIA pourra suspendre l'exécution de la prestation pour une durée ne pouvant excéder 8 heures.

4.10 Exigences relatives à l'arrêt de la prestation

Il a été identifié les points d'arrêts suivants :

- Constat d'état des lieux des bâtiments avant démarrage des travaux,
- Réalisation des installations de chantier, conformes aux exigences du présent CCTP et au PGC,
- Validation des procédures d'exécution,
- Validation des dispositifs de confinement à l'issue de l'ensemble des tests et épreuves (notamment réalisation des « tests de fumées »),
- Etat des lieux suite à la découverte de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante non identifiés dans les conclusions des rapports de repérage avant démolition joints au marché,
- Contrôle visuel des opérations de retrait des MCA avant repli des dispositifs de confinement effectué dans chaque zone de travail conformément à la norme NFX 46-021,
- Conformément à l'article R.4412-140 du CT, avant toute restitution de la zone et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, l'entreprise pourra procéder à l'arrêt du maintien en dépression et à l'enlèvement du dispositif de confinement – si et seulement si, le taux de fibre mesuré est inférieur à 5f/l.

Le contrôle des points d'arrêts (étapes) mentionnés ci-dessus sera réalisé par le RTAIA et le CSPS de l'opération, à l'exception des missions de contrôles visuels qui seront réalisées par un technicien de la construction, mandaté par le maître d'ouvrage, disposant d'une certification valide.

Le titulaire prendra donc toutes les dispositions nécessaires pour intégrer dans leur planning d'exécution les interventions du technicien de la construction et du RTAIA.

4.11 Sûreté de fonctionnement - Exigences opérationnelles

Le titulaire du marché devra intervenir dans les délais prévus au marché sauf impératifs de fonctionnement de l'AIA CP.

4.12 Clauses définissant les contraintes techniques

4.12.1 Interfaces

Les consignations sont réalisées par l'AIA CP. Une fois celles-ci faites, le titulaire peut, si besoin, procéder aux raccordements dans les tableaux existants aux emplacements désignés par le chargé d'exploitation via le RTAIA (ou RSC).

Avant toute intervention dans le bâtiment, le titulaire devra demander la consignation par l'AIA CP des équipements de systèmes d'intrusion et détection incendie.

4.12.2 Exigences concernant la conception et la réalisation

Le titulaire intégrera dès la conception du produit les exigences de santé et sécurité imposées par les directives CE applicables.

4.12.3 Exigences concernant la documentation (normes, documentation technique, réglementaire)

Documents à fournir pendant la première réunion d'ouverture de chantier :

- Demandes de contrôle primaire dûment renseignées et signées par tous les personnels amenés à intervenir sur le site au titre de cette prestation.
- Mode opératoire pour la totalité de la prestation.

Documents à fournir pendant la période de préparation :

- Planning d'intervention (format XLS).
- Plan de Retrait Amiante.

Documents à fournir à la réception des travaux :

- Les BSD et BSDA via la plateforme TRACKDECHETS (N° SIRET AIACP : 15000028900127).

4.12.4 Exigences concernant le matériel contractuel associé à la prestation

Le matériel utilisé par le titulaire devra être en bon état de fonctionnement, conforme et vérifié par rapport aux normes en vigueur.

Les machines, appareils, outils, engins, matériels, installations fournis et utilisés par le titulaire ci-après désignés par les termes d'équipement de travail doivent être conçus et construits de façon que leur mise en place, leur utilisation, leur réglage, leur maintenance, dans ces conditions d'utilisation conformes à leur destination, n'exposent pas les personnes à un risque d'atteinte à leur sécurité et à leur santé.

4.12.5 Performance de sécurité de l'information

SANS OBJET

4.12.6 Exigences concernant le champ d'action de la prestation

SANS OBJET

4.13 Exigences d'assurance de résultats

4.13.1 Exigences de qualification de la définition du produit ou de qualification de la prestation

SANS OBJET

4.13.2 Exigences de qualification du processus de production du produit ou de réalisation de la prestation

SANS OBJET

4.13.3 Opérations de vérification de la conformité, d'acceptation et de réception des travaux

La réception sera prononcée par le chef du DPI après que le RTAIA ait vérifié que la prestation et les objectifs de résultat sont conformes aux exigences du présent CCTP.

Un procès-verbal type EXE sera rédigé à l'issue de la réception.

4.13.4 Condition de vérification en usine.

SANS OBJET

4.14 Condition de livraison (préparation, stockage, transport, manutention) et d'emballage

Conditionnement : si un conditionnement s'avère nécessaire pour des matériels liés à la prestation, il sera à la charge du titulaire. Ce conditionnement devra protéger le matériel contre toutes dégradations extérieures (chocs, humidité, poussières, ...) et préserver ses performances ; son bon fonctionnement sera vérifié lors de sa (re)mise en service à l'AIACP.

Manutention : les chargements/déchargements et toutes opérations de manutention éventuelles seront à la charge du titulaire et s'effectueront sous sa responsabilité.

Transport : tout transport lié à la prestation sera à la charge du titulaire et s'effectuera sous sa responsabilité.

5 Exigences de management

5.1 Exigences relatives à la structuration de la prestation

5.1.1 Management / organisation de la prestation

Le titulaire devra renseigner une fiche de management établi par l'AIACP.

5.1.2 Organigramme des tâches

Avant le début des travaux, le titulaire fournira au RTAIA un planning prévisionnel de réalisation de la prestation avec le nombre de jours d'arrêt si nécessaire.

5.1.3 Logique de déroulement et de suivi du projet

SANS OBJET

5.1.4 Maîtrise des risques

SANS OBJET

5.1.5 Gestion de la documentation

Les rapports des mesures d'empoussièrement, les BDSD etc. devront être fournies au RTAIA ou RTEC ainsi que les plans de recollement au format DWG.

5.1.6 Gestion de la configuration (maîtrise des évolutions et des modifications)

Toute modification de la prestation envisagée par le fournisseur doit être soumise à l'accord de l'AIACP par l'intermédiaire du département achats, à l'attention de l'acheteur concerné.

5.1.7 Protection de la prestation (sécurité défense, sécurité des systèmes d'information)

Les renseignements collectés par le titulaire ont un caractère de confidentialité industrie.

Le titulaire s'engage à ne dévoiler sous aucun prétexte tout ou partie des renseignements relatifs à l'utilisation ou la technologie des installations techniques ou concernant l'activité de l'AIACP d'une manière générale.

5.1.8 Exigences relatives à la maîtrise de certaines performances

SANS OBJET

5.1.9 Maîtrise des coûts des délais

Le titulaire doit maîtriser les délais annoncés à l'acte d'engagement à défaut des pénalités seront appliquées.

5.1.10 Suivi qualité (indicateurs, bilans)

SANS OBJET

5.1.11 Système de management de la qualité

SANS OBJET

6 Exigence d'assurance de la qualité

6.1 Responsabilités, planification, communication

Suivant la nature des travaux, le RTAIA pourra demander au titulaire :

- Un planning de réalisation des travaux,
- D'intégrer son intervention dans un planning commun avec d'autres entreprises (sous-traitance).

6.2 Management des ressources

6.2.1 Ressources humaines (maîtrise des compétences)

Le titulaire a l'obligation de maîtriser les compétences de ses employés. Il ne devra leur confier des opérations qu'après s'être assuré qu'ils en possèdent la qualification.

6.2.2 Maîtrise des autres ressources (infrastructure, environnement de travail)

Le titulaire devra s'assurer qu'il détient, lors de l'exécution du contrat, tous les moyens nécessaires à la réalisation de la prestation.

6.3 Réalisation du produit

6.3.1 Détermination et revue des exigences

Une revue de contrat après notification et avant démarrage des travaux, sera déclenchée à l'initiative de l'AIACP. Cette réunion aura lieu sur le site de l'AIACP. Elle permettra de faire le point avec le titulaire, avant le lancement des travaux, afin de voir si celui-ci a remis tous les documents nécessaires.

6.3.2 Maîtrise de la conception et du développement (revues, vérifications, validations)

Le titulaire est un expert dans les domaines mentionnés dans ce CCTP et a, à ce titre, un devoir de conseil.

Pour ce faire, il doit informer et faire bénéficier à l'AIACP de toute nouveauté ou évolution des normes ou de la réglementation relative aux fournitures et prestations, en précisant les références des textes et leurs origines. Le titulaire est tenu d'observer, outre les spécifications de ce CCTP, les prescriptions légales ou réglementaires en vigueur.

6.3.3 Maîtrise des achats et des sous-contractants (vérification du produit acheté)

SANS OBJET

6.3.4 Maîtrise et validation des processus (production et préparation du service)

SANS OBJET

6.3.5 Identification, marquage, traçabilité et maîtrise de la propriété du client

SANS OBJET

6.3.6 Maîtrise des dispositifs de surveillance et de mesure

SANS OBJET

6.4 Mesures, analyse et amélioration

6.4.1 Surveillance et mesures (audit interne, processus, produit)

Le suivi des travaux sera assuré par le RTAIA. Il portera, en particulier, sur les thèmes suivants :

- Examen des conditions d'installation et de la qualité des fournitures,
- Respect des règles de l'art,
- Respect des normes en vigueur,
- Respect des règles relatives à la SST,
- Respect du présent CCTP.

6.4.2 Maîtrise du produit ou de la prestation non conforme

SANS OBJET

6.4.3 Analyse et amélioration (actions correctives et préventives)

SANS OBJET

7 Exigences de moyens (Industriels, d'essais et contraintes d'utilisation)

Le titulaire a l'obligation de détenir lors de l'exécution du contrat tous les moyens nécessaires à la réalisation de la prestation.

Annexe 1 : Rapport Amiante

Annexe 2 : Rapport Plomb

Annexe 3 : Rapport termites

Annexe 4 : Diagnostic structure – Capacité portante du plancher

Annexe 5 : Rapport amiante/HAP enrobé

Annexe 6 : Plans des bâtiments 368 et 372

Annexe 7 : Plan Générale de Coordination (PGC)
